

## **Côte d'Ivoire. Trois défis majeurs.**

**Article publié dans  
Jeune Afrique / L'Intelligent N° 2082, 5-11 décembre 2000, p. 90-91**

Après l'échec de la tentative de hold-up électoral du général Robert Guei, la Côte d'Ivoire s'est dotée d'un nouveau gouvernement civil. Le nouveau président dispose-t-il de la crédibilité requise pour relever trois des défis majeurs auxquels le pays est confronté?

### **Gouvernance**

La Côte d'Ivoire vient de troquer un général de brigade égaré dans la politique contre un tribun socialiste arrimé à un fourgon militaire. Car Laurent Gbagbo ne doit son fauteuil présidentiel qu'au pacte de solidarité conclu avec le général putschiste contre leur ennemi commun du Rassemblement des Républicains(RDR), Alassane Dramane Ouattara. Le nouveau président a contribué à diaboliser le RDR et à créer un front hétéroclite et aventureux pour mieux exclure l'ancien Premier ministre des élections. Il a couvert la répression brutale des sympathisants du RDR en envoyant ses propres militants en renfort de la gendarmerie. Le mandat que revendique Laurent Gbagbo commence sur fond de conflits interethniques après la découverte d'un vaste charnier: des partisans du RDR, musulmans et originaires du Nord du pays, ont été mutilés et fusillés dans une banlieue populaire d'Abidjan.

Mais le champion du Front Populaire Ivoirien (FPI) doit également sa victoire au soutien de ses camarades socialistes parisiens, mobilisés dans un réflexe de solidarité partisane. Au mépris de l'objectivité, à contre-courant de l'émergence d'une nouvelle gouvernance africaine, la voix française s'est élevée, isolée, face aux Etats-Unis, à l'OUA, à l'Afrique du Sud et aux pays du Sahel. Interrompant le processus populaire né dans la rue, la France a sifflé l'arrêt de la reprise démocratique en Côte d'Ivoire. Elle se discrédite en Afrique en approuvant avec une précipitation suspecte le résultat d'une élection partielle, marquée par une abstention massive (plus de 60%) et où quatorze candidats des principaux partis politiques ont été écartés par une Cour suprême à la botte du général Guei.

A l'heure où l'Afrique cherche sa place dans la globalisation des échanges, cette "politique française des réseaux", myope et surannée, montre que les tics post-coloniaux de Paris n'ont pas disparu. La "légalité ivoirienne", trop tôt entérinée par Paris au nom de la stabilité, ne cache pas l'absence de légitimité du résultat des urnes. Le seul espoir est que les prochaines élections législatives permettent d'évaluer, à froid si possible, l'état objectif des forces politiques en présence.

### **Croissance.**

La Côte d'Ivoire est en récession. Depuis l'été, la fuite des capitaux conjuguée à la chute de l'épargne a asséché les comptes des banques locales. Les arriérés intérieurs s'accumulent et conduisent à l'immobilisme des investisseurs. Par manque de ressources fiscales, et suite au laxisme consécutif aux remaniements ministériels en période pré-électorale, le déficit des finances publiques s'emballe; il sera très supérieur aux prévisions du Fond Monétaire International (FMI) – 1,8% du Produit Intérieur Brut (PIB). Ces dérapages se traduisent par des dépassements répétés du plafond de découverts à la banque centrale régionale (BCEAO).

Au plan extérieur, la croissance économique, tout comme l'équilibre financier, repose sur les filières du cacao et du café vu l'étroitesse du marché domestique. Or les cours internationaux sont orientés à la baisse, sans doute durablement. En ce qui concerne le café, la Côte d'Ivoire représente 12% du marché mondial des exportations de Robusta, mais le prix composite a chuté d'un tiers depuis le début de l'année et de 58% depuis le début de 1998. Quant au prix du cacao, il a baissé de 44% depuis le début de 1998. Le marché est en surproduction et la récente directive européenne autorisant l'introduction de graisses de substitution non végétales dans le chocolat est une mauvaise nouvelle. Ensemble, café et cacao représentent les deux-tiers des recettes d'exportations ivoiriennes.

La Côte d'Ivoire est face à un effet de ciseaux entre la chute des recettes d'exportation et la hausse des cours du pétrole et des céréales, payés en dollars chers. Même si la récession infléchit la demande d'importations, le pays reste dépendant des hydrocarbures importés et subit donc de plein fouet la détérioration des termes de l'échange. Au total, le déficit des comptes courants sera supérieur à 3% du PIB (contre une prévision de 2% par le FMI). Puisque la Côte d'Ivoire ne peut financer un tel déséquilibre par des entrées de capitaux sous forme d'investissements directs ou de portefeuilles non créateurs d'endettement, il reste quatre solutions.

La première consisterait en des déboursements de sources officielles, mais ils sont jusqu'à présent suspendus. En effet, la Côte d'Ivoire va probablement manquer ses rendez-vous de mars 2001, à l'expiration de la facilité triennale du FMI: elle devait avoir accès à une réduction du stock de sa dette envers le Club de Paris, à l'allègement de sa dette multilatérale par un refinancement exceptionnel en provenance de la Banque Mondiale et des créanciers officiels et à une garantie de risque partiel de l'association internationale de développement (AID) pour stimuler des projets de financement privé. Aujourd'hui, tous les bailleurs de fonds ont stoppé leurs déboursements à la suite d'arriérés de paiements. L'arrêt des décaissements de l'agence française de développement (AFD), de l'Union Européenne, de la banque africaine de développement (BAD), du FMI et de la Banque Mondiale prive le pays de centaines de milliards de FCFA.

La deuxième solution serait la reprise des privatisations pour renflouer le budget, adossées à des conversions de créances extérieures pour financer des projets de développement. Mais où trouver la confiance des investisseurs et des créanciers alors qu'au classement du risque-pays, la Côte d'Ivoire s'est effondrée? A titre d'exemple, la décote de la dette ivoirienne sur les marchés secondaires dépasse aujourd'hui les 85%!

La troisième solution est le montage de crédits-relais en provenance de banques internationales. Nul doute que la Côte d'Ivoire se verra offrir des financements acrobatiques, à court terme, gagés et pourvus de marges onéreuses. Les finances publiques n'en seront que plus vulnérables et les équilibres macro-économiques en seront davantage compromis.

Dernière solution, la moins pertinente mais la plus probable, l'accumulation d'arriérés envers les Clubs de Paris (créanciers officiels) et de Londres (banques internationales).

Quelle que soit la voie choisie par le nouveau gouvernement "de transition", elle trahira l'incapacité d'un pays à mobiliser ses forces vives pour réactiver l'épargne, l'investissement et la production afin de relancer les exportations et le rythme de la croissance. Le funambulisme financier risque de prévaloir aux dépens des grands enjeux du développement durable.

## **Développement.**

Qu'est ce que le développement durable sinon la croissance assortie des conditions qui en assurent la pérennité? Ces conditions sont la bonne gouvernance, un programme crédible de gouvernement et la mobilisation sociale. Aucune n'est pour le moment remplie. Pour assurer une sortie de crise "par le haut", il faudrait une rigueur budgétaire assortie d'un fort soutien international pour en compenser les effets négatifs sur les budgets sociaux ; une relance des projets d'infrastructure sociale et économique

par la conversion de dettes en programmes de développement ; enfin, une transparence des finances publiques qui rassure épargnants et investisseurs.

Les Ivoiriens devront attendre que le processus démocratique reprenne enfin son cours pour que l'aspiration du pays à la paix et à la prospérité se reflète enfin dans son gouvernement. Et la France devra garder son rang de puissance régionale amie, sans ingérence intempestive et à contretemps, mais avec une politique cohérente de soutien à la « bonne gouvernance » en Afrique.